

RAPPORT SYNTHETIQUE SUR LES REFUGIES DANS LE DIOCESE DE MONGO

1 – Brève description de la situation dans laquelle vivent les réfugiés :

Les *réfugiés soudanais* du Darfour sont actuellement 230.000. Pendant les neuf premiers mois de leur exil, en 2003, ils ont vécu de manière extrêmement précaire, plus ou moins accueillis par les populations tchadiennes autochtones. Depuis quatre ans et demi, ils vivent dans douze camps situés dans une bande de 600 km le long de la frontière soudanaise, à 50 km environ à l'ouest de celle-ci. Ces camps sont situés dans une zone semi désertique, voire désertique, à l'exception des deux camps les plus au sud. Beaucoup de familles sont amputées des hommes (pères de famille et grands garçons), soit parce qu'ils ont été tués lors de l'attaque de leur village, soit parce qu'ils sont partis rejoindre les rebelles. Certains ont pu amener avec eux leurs ânes et un peu de bétail, mais le manque d'eau et de pâturages provoque une forte mortalité dans ces troupeaux. Le HCR – appuyé par le PAM, l'UNICEF, etc. – coordonne l'accueil, l'organisation et la vie dans les camps en s'aidant d'une multitude d'ONG. Ainsi, depuis trois ans, on peut dire que les besoins vitaux essentiels sont assurés : logement, nourriture, eau (bien que ce secteur soit toujours problématique dans cette zone très aride), santé et éducation. Pour la sécurité, la collaboration avec le gouvernement tchadien assure le minimum nécessaire. Mais les sorties lointaines hors des camps pour chercher du bois ou de l'herbe sont toujours risquées, surtout pour les femmes menacées de viol par les hommes en armes. D'autre part, il n'est pas rare que les rebelles soudanais alliés du gouvernement tchadien viennent faire du recrutement plus ou moins forcé dans les camps. Des programmes d'activités génératrices de revenus existent pour aider les réfugiés à améliorer leur nourriture, à ne pas rester oisifs, à gagner un peu d'argent et à se préparer ainsi au retour futur dans leurs villages d'origine (jardinage, petit élevage, artisanat, etc.).

Les *déplacés tchadiens* ne doivent pas être oubliés non plus. Au nombre de 172.000, ils ont dû quitter leurs villages depuis mars 2006 à cause des attaques, massacres et destructions systématiques dont ils ont été la cible à partir de mars 2006. Durant la période de mars 2006 à mars 2007, on estime que les deux tiers de la population du Dar Sila (région frontalière du Soudan au sud de la ligne Abéché Adré) ont dû fuir leurs villages. Ne dépendant pas de l'ONU mais du gouvernement tchadien, leur situation matérielle et sécuritaire est bien plus précaire que celle de leurs homologues soudanais réfugiés, souvent d'ailleurs de mêmes ethnies. Ils sont regroupés dans des sites d'accueil (plus de dix) tous situés dans le Dar Sila.

2 – Quelles sont les raisons politiques de cet exode ?

Les *réfugiés* du Darfour sont tous des agriculteurs négro africains musulmans. Ils pratiquent l'élevage sédentaire et l'horticulture dans les oueds. A part les Fours, qui sont exclusivement soudanais, ils appartiennent tous à des ethnies vivant à cheval sur la frontière (Zaghawa, Massalit, Dadjo, etc.). Les raisons politiques qui les ont poussés à abandonner leurs villages peuvent être résumées ainsi : la marginalisation politique et économique du Darfour, entretenue par le régime de Khartoum (dialectique Centre Périphéries), a provoqué un mécontentement grandissant dans les populations locales ; la conclusion des accords politiques et le partage de la richesse pétrolière avec le Sud ont aggravé encore ce sentiment de marginalisation, d'autant plus que les habitants du Darfour avaient largement pris part au « djihad » contre le Sud ; de là est née une rébellion armée, début 2003, tout de suite réprimée très violemment par le pouvoir central. Dans cette répression, le régime s'est très intelligemment et cyniquement appuyé sur les Arabes transhumant dans le Darfour, toujours à la recherche d'eau et de pâturages, surtout depuis l'aggravation de la sécheresse, à la fin des années 1980.

Pour les *déplacés*, l'exode est dû à l'effet convergent de deux facteurs : a) la contamination de l'est tchadien par le phénomène *Djandjawids* du Darfour, facilitée par le fait que les milices arabes armées par Khartoum contre les populations de l'ouest soudanais appartiennent à des tribus autant « tchadiennes » que « soudanaises » ; b) la radicalisation des traditionnels conflits communautaires

entre éleveurs et agriculteurs sous l'effet de la dissémination des armes et d'une politique gouvernementale du « diviser pour régner ».

3 – Services rendus aux réfugiés et déplacés

L'Eglise rend quatre types de services à ces populations déshéritées :

- par le biais du **SECADEV** (Secours Catholique et Développement = Caritas du diocèse de N'Djaména), notre institution d'Eglise est [1] « *camp manager* » de trois des douze camps de réfugiés ; c'est-à-dire que, au nom du HCR, elle assure la responsabilité globale de la gestion de ces camps, en collaboration avec d'autres organismes intervenants. Cela constitue un total d'environ 60.000 réfugiés directement sous notre juridiction
- par le biais du **JRS** – venu à la demande de la Préfecture Apostolique – l'Eglise – au nom de l'UNICEF – gère :
 - o [2] la totalité du programme de la formation et du suivi de l'enseignement primaire dans les douze camps de réfugiés (soit plus de mille enseignants)
 - o [3] l'organisation de l'enseignement primaire dans les sites d'accueil des déplacés et des villages autochtones voisins de ces sites, dans la région du Dar Sila, et ce en collaboration avec les responsables locaux de l'éducation nationale
 - o [4] le programme de réinsertion des enfants soldats

4 – Mon approche personnelle pour l'assistance à ces populations réfugiées et déplacées

Tout faire pour aller au-delà de la pure assistance d'urgence, qui rend les gens passifs et dépendants. Susciter au contraire chez les réfugiés et les déplacés un esprit de collaboration avec nous qui en fait de véritables co-acteurs de leur destin. Au début – quand les besoins de première nécessité n'étaient pas assurés et quand les réfugiés n'étaient pas habitués à être associés à la gestion de leur vie quotidienne – entrer dans cet esprit a été très difficile. Mais, progressivement, les choses ont changé. En s'appuyant sur l'organisation interne aux groupes de réfugiés (les chefs de villages, les responsables religieux, les groupements divers, y compris de femmes, etc.), en recensant les capacités inconnues disséminées dans le « fouillis » anonyme des tentes, en faisant confiance à la capacité de beaucoup à faire preuve d'initiative pour se mettre au service de la collectivité, en recourant (de la part de nos deux organismes SECADEV et JRS) à des spécialistes en animation et en techniques diverses, nous avons pu initier des activités génératrices de revenus, telles que le maraîchage, le petit élevage, l'artisanat, etc. C'est une affaire extrêmement grave de respect de la dignité de ces hommes, femmes et enfants. C'est notre responsabilité de collaborer avec eux pour préparer ensemble leur retour au Soudan après l'exil.

De plus, en tant qu'évêque, j'ai le souci d'exercer physiquement et spirituellement ma charge pastorale à l'égard des réfugiés et des humanitaires. Par des visites dans les camps, j'essaie d'encourager les uns et les autres¹ et de m'informer de leur situation pour la faire connaître à l'étranger (cf. ci-dessous § 4). Je les porte dans ma prière, notamment dans l'eucharistie. Mais c'est surtout le curé d'Abéché, la paroisse dont dépendent tous les camps, qui porte à ce niveau le poids du jour. J'essaie de le soutenir de mon mieux dans l'accomplissement de cet aspect très délicat de sa mission pastorale.

¹ Dans le site d'accueil de Habilé 3, récemment, la dynamique extrêmement favorable d'une réunion entre la vingtaine de chefs de villages responsables du camp (tous musulmans) et les animateurs du programme d'éducation du JRS (moitié chrétiens et moitié musulmans) m'a permis de proposer qu'on clôture la réunion par une prière simultanée : les musulmans ont dit la *Fâtiha* pendant que les chrétiens disaient le *Notre Père*. Fort moment de consolation, de fraternité et de communion dans la différence !

5 – Lobbying politique ?

A part ma participation à une conférence de presse à Bonn, en septembre 2005, avec le Cardinal Lehmann, une table ronde l'année suivante à Annecy, organisée par l'hebdomadaire La Vie et le Secours Catholique Français, et l'une ou l'autre conférence, mes interventions de plaidoyer consistent essentiellement en courriers, rapports et contacts divers, épistolaires ou physiques, avec des responsables d'ONG, des journalistes, des militaires (récemment avec l'état-major de l'Eufor, par exemple) et des diplomates.

Mes exigences politiques ? Répondre à cette question me paraît bien ambitieux. J'essaie seulement de demeurer en prise la plus directe possible sur la réalité du terrain et d'exercer une vigilance critique. C'est-à-dire discerner les initiatives qui relèvent plutôt d'ambitions nationales camouflées – tel par exemple que le récent appel français à créer des « couloirs humanitaires » au Darfour – et donc les démasquer, et celles qui sont susceptibles d'aider vraiment à une solution globale du problème, c'est-à-dire qui font droit aux véritables intérêts des populations concernées sans occulter les obstacles relevant de la politique interne et/ou régionale.

6 – Deux questions personnelles en tant que missionnaire

a) *En quoi je crois personnellement* : je crois que la dignité, la liberté, la joie et la fécondité sociale de l'homme est de devenir ce qu'il est : fils/fille dans le Fils Unique. Jésus est le Centre. Et pas seulement le Centre : Il est Celui qui nous identifie (veut nous identifier) à Lui. Ce qui motive donc ma vie, tant au niveau de ce que je crois que de ce qui me pousse à agir, c'est d'ouvrir en moi un espace toujours plus grand pour l'Autre/l'autre. D'où la convergence très forte, chez moi, entre la dimension « mystique » (pardonnez l'ambition du terme, à prendre ici dans son sens le plus simple !) et la dimension sociale (y compris, bien sûr, apostolique) : m'ouvrir à Dieu comme à l'Autre qui me fonde et sans Lequel je ne suis rien me pousse à me tourner vers tout autre – et, plus spécifiquement, pour moi, l'autre musulman – dans lequel Dieu vient également à ma rencontre. Tout cela, pour contribuer à ce que s'édifie, dans toute son ampleur, le Corps Total du Christ.

b) *quel sens je donne à ma vie* : malgré ma pauvreté, le sens que je vois à ma vie, jusqu'à présent, c'est d'avoir pu contribuer à mettre en relation beaucoup de gens d'horizons divers, voire opposés, et, plus précisément, des croyants chrétiens et musulmans. Cela a été possible – sur le fond spirituel esquissé ci-dessus – grâce au partage fraternel, dans la longue fidélité des ans, de la vie du peuple tchadien, et ce dans la paix comme dans la guerre ; grâce aussi à l'effort pour connaître l'autre dans sa langue (l'arabe) et sa religion (l'islam) ; grâce enfin au service qualifié que j'ai pu rendre, avec beaucoup d'autres compagnons et compagnes, à ce peuple (enseignement de l'arabe et d'autres matières ; engagement pour le développement social). L'appel de Rome à devenir Pasteur de l'Eglise qui est à Mongo, il y a sept ans, a ajouté à ma vie la joie – parfois austère ! – d'être impliqué différemment et davantage, dans mon effort de dialogue islamochrétien, aux côtés des chrétiens de ce pays. Cela m'a enrichi en m'ouvrant de manière plus vive au vécu des communautés chrétiennes autochtones et en élargissant encore le « compas » de cette ouverture à l'autre qui est si important pour moi.

Mongo, le 14 mai 2008

+Henri COUDRAY
Préfet Apostolique de Mongo